

2 Politique

A la suite de ses révélations dans nos colonnes, jeudi dernier

Hervé Patrick Opiangah met la pression sur le parquet de Libreville

Olivier NDEMBI

Libreville/Gabon

En de termes nets, clairs et précis, le président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (Udis) a cité nommément des personnalités qui, selon lui, seraient impliquées dans des malversations financières présumées, invitant de ce fait le procureur de Libreville à agir en se saisissant de ce dossier.

APRES le vice-Premier ministre en charge de l'Habitat, le turbulent Bruno Ben Moubamba, et en l'espace

de quelques jours seulement, le président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (Udis) s'est invité au débat sur les malversations financières présumées dans lesquelles seraient impliquées des personnalités gabonaises. S'exprimant sans langue de bois à la faveur d'une interview-fléuve, parue jeudi dernier dans nos colonnes, Hervé Patrick Opiangah alias HPO pour les intimes, a nommé mis à l'index plusieurs d'entre elles. En effet, s'il a choisi d'entretenir une certaine confusion

en parlant « *des autres ministres financiers de l'époque* », « *tout comme les différents directeurs généraux du Budget, les Trésoriers-payeurs généraux (...)* qui se sont enrichis ostensiblement pendant que les Gabonais continuent de croupir dans la misère », le président de l'Udis et non moins proche-collaborateur du président de la République, n'a pas mis de gants pour désigner « *Magloire Ngambia et ses collaborateurs de l'époque* » qui « *ne peuvent pas circuler librement dans la ville sans être inquiétés* », de même

que l'ancien ministre de l'Habitat, Désiré Guedon, et Etienne Ngoubou, l'actuel détenteur du porte-feuille du Pétrole.

Des accusations en règle pour le moins inhabituelles au Gabon et qui devraient donner lieu à des enquêtes et même à des interpellations des personnes citées pour qu'elles soient entendues. C'est qu'au-delà du Parlement auquel il demande d'enquêter « *pour tirer toutes ces situations au clair* », c'est également le parquet de Libreville qui est mis sous pression, afin qu'il se saisisse de ce dos-

sier. Les révélations du patron de l'Udis sont en effet d'une extrême gravité, qu'elles ne sauraient laisser insensibles les autorités judiciaires, sous le prétexte qu'aucune plainte n'a pas été déposée dans leurs services. De tout temps, les représentants du ministère public ont renvoyé auprès de l'opinion l'image d'une administration qui s'est auto-saisie dans de nombreuses affaires, qu'elles soient politiques ou financières. Une occasion en or leur est donc donnée de se saisir à nouveau de mal-

versations financières présumées. Des scandales qui, s'ils se confirmaient, verraient ainsi, pour la première fois dans notre pays, des ministres en fonction être condamnés. Le travail des enquêteurs sera d'autant plus facilité qu'ils ont en face d'eux un accusateur vivant, HPO, qui peut aider à la manifestation de la vérité. D'autant qu'il semble parfaitement savoir de quoi il parle, lorsqu'il livre publiquement des noms de personnes jusque-là couvertes par la présomption d'innocence.

Dialogue national

Une vingtaine de partis déposent leur mémorandum

ESSONE-NDONG

Libreville/Gabon

LE Dialogue national convoqué par le président de la République Ali Bongo Ondimba avance à grands pas dans ses préparatifs. Vendredi, une vingtaine de partis politiques regroupés au sein de deux coalitions, l'Alliance pour la Nouvelle Opposition (ANO) et le Front Républicain (FR) ont déposé le fruit de leur réflexion auprès du ministre d'Etat en charge du Dialogue politique, Me Francis Nkéa.

A la tête d'un consortium de douze partis, le président de l'Alliance pour la Nouvelle Opposition, Bruno Ben Moubamba (du reste vice-premier ministre en charge de l'Urbanisme, du cadastre) accompagné des présidents de ces formations politiques (Parti Socialiste Unifié, MDJS, PDTF RGUP,

FCDCN, UPN, MPO, PPU, ASDJ, CCDG) a décliné à son hôte les grandes lignes de leur mémorandum qui constitue leur contribution à la réflexion sur le Dialogue national. On y trouve, au titre de propositions, les types de participants (partis politiques, société civile, confessions religieuses, etc.) ; le format de ce dialogue ; les thématiques ; les commissions ; les assemblées plénières ; les objectifs ; le suivi des décisions ; le chronogramme de mise en pratique des recommandations ; la transformations des recommandations en actes légaux...).

Le président de l'ANO inscrit ce Dialogue national initié par le chef de l'Etat dans une démarche patriotique qui invite tous les compatriotes à élargir le débat politique à tous les niveaux et dans ses contours, afin de « *redéfinir notre vivre ensemble* » qui a été mis à rude épreuve depuis l'élection présidentielle.

Le président du Front républicain (Forces patriotiques unies, PNG, UGD, PNEG, RSN, UDS, Front démocratique, APSG), Martin Charles Ze Memini a souligné au ministre d'Etat Francis Nkéa tout l'intérêt que revêt cette initiative du Dialogue national à laquelle ils souscrivent entièrement. Si leur mémorandum s'articule autour des axes retenus par l'ANO, y sont également proposés, l'unité nationale, la stabilité politique, faire du Gabon un véritable Etat de droit, faire du Gabon un Etat démocratique...).

Le ministre d'Etat Francis Nkéa s'est réjoui de ces excellentes contributions qui illustrent également des avancées dans les préparatifs de ce grand forum voulu par le chef de l'Etat. Il a noté la pertinence des argumentaires des uns et des autres et évoqué certains préalables présentés par certains partis tels que, par exemple, la libération des personnes arrêtées



Photo : Antoine Essone Ndong

Martin Charles Ze Memini a remis au ministre d'Etat Francis Nkéa le fruit de la réflexion sur le Dialogue national du Front Républicain.

dans le cadre de l'élection présidentielle et les problèmes d'intendance. Sur ce premier sujet (libération des personnes), le ministre d'Etat a rassuré de la quasi-effectivité de sa résolution et ce d'autant que, a-t-il affirmé, « *sur plus de 700 personnes arrêtées, il ne reste plus que... deux qui font déjà l'objet, à la de-*

mande de l'Exécutif auprès du pouvoir judiciaire, de procédures afin qu'elles soient jugées rapidement ». C'est dire l'effort qui a été porté sur ce volet important... Cependant, Me Francis Nkéa a insisté sur le souhait que tout le monde participe à ce forum, notamment les parti de la

galaxie de Jean Ping qui jusque-là restent sourds aux appels adressés à eux. De fait, pour le moment, sur les 58 partis politiques légalement reconnus au Gabon, 54 ont déjà répondu favorablement à y prendre part. Il reste les quatre dont l'UPNR, l'Union Nationale, le CDJ. Les consultations se poursuivent.

De l'obligation de tenir compte de tout le monde ?

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Les assises, prévues pour se tenir en 2017, sont désormais au centre de toutes les attentions. Beaucoup d'acteurs, à l'instar du président de l'UDIS, Patrick Hervé Opiangah, à travers nos colonnes la semaine dernière, appellent à s'assurer que « l'on a touché toutes les forces vives de la Nation ». Afin de ne plus tomber dans les travers d'un partage du gâteau auquel nous ont habitués, par le passé, les initiatives similaires.

« **QUAND** on veut véritablement prôner le dialogue, l'on s'assure que l'on a tou-

ché toutes les forces vives de la Nation ». Ainsi, nous a confié la semaine dernière, à travers une interview fléuve, le président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS), Hervé Patrick Opiangah.

Cet homme politique, proche du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, en le déclarant, milite pour des concertations plus élargies qui toucheraient tous les pans de la société gabonaise. Aussi bien les politiques, les organisations de la société civile, les auxiliaires de commandement et tout ce que le pays compte de leaders d'opinions. Il ne s'agit donc pas de restreindre ces retrouvailles à des politiques dont les limites sont connues. Il suffit, pour cela,

de se rappeler des précédentes messes: la conférence nationale (1990), les Accords de Paris (1994), et les Accords d'Arambo (2006). Des rendez-vous qui n'ont en réalité abouti qu'à une sorte de répartition de prébendes entre le pouvoir en place et son opposition. Faisant fi des principes d'une démocratie dont la mission est de servir l'intérêt général. Au point de légitimer en quelque sorte le rejet, par les populations, de ces rencontres dont elles n'ont jamais saisi la véritable portée.

D'ailleurs, cette politique d'exclusion, pratiquée par les mêmes depuis plus de trente ans à l'égard d'autres acteurs de la société, serait, à en croire de nombreux observateurs, l'une

des raisons des forts taux d'abstention des Gabonais lors des consultations électorales. Dire, ici, que l'image de la classe politique traditionnelle locale est écornée, est un euphémisme.

Non pas qu'il va falloir organiser une conférence nationale, mais il s'agit de donner un sens républicain à une concertation dont le véritable objet est la réconciliation entre le peuple, sa classe dirigeante (pouvoir et son opposition) et des acteurs de la société civile. L'œuvre commande donc un élargissement des consultations à tous les compatriotes désireux d'apporter leur pierre à l'édifice. Il y a cependant lieu de craindre que, au regard de ce qui est fait, on soit loin du compte. Ce sont

les mêmes qui continuent d'être consultés, pour des causes dont, parfois, ils n'ont pas forcément la meilleure maîtrise, avec des agendas qui ne diffèrent pas depuis une trentaine d'années.

Il est important que les consultations à venir, plâcées sous la direction du Premier ministre, Emmanuel Isoze Ngondet, au lieu d'être des discussions aux allures de déjà vu et de déjà entendu, sortent des schémas classiques d'entrevues entre gens de bonne compagnie. C'est vrai, l'ordre du jour, pour l'essentiel, est presque connu. Mais suffit-il de débattre uniquement des modalités de consultation pour que le Gabonais, qui broie du noir au quotidien,

trouve des solutions à ses nombreuses difficultés ? Car, à l'heure où les politiques s'étripent sur la place publique autour des questions de pouvoir, lente est l'agonie du peuple. N'est-il pas temps que le dialogue national implique d'autres compatriotes, laissés pour compte, pour la plupart. Ce qui aura, sans nul doute, le mérite de donner une portée réelle à ce rendez-vous. Il reste encore au chef du gouvernement un peu de marge pour mettre en place les outils nécessaires à un élargissement des consultations à d'autres personnalités avec pour but de donner un caractère national au dialogue attendu.